

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20250407-DEC-DAEN0486 EN DATE DU **24 AVR. 2025**  
PORTANT SUR UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'UN PARC ÉOLIEN  
SITUÉ SUR LA COMMUNE DE ROUSSAS ET EXPLOITÉ PAR

CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ÉNERGIE (CEPE) DES CLAVES SAS  
AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT APPLICABLES

Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, et notamment l'article L. 181-14 ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015350-0010 du 15 décembre 2015 portant mise en place des garanties financières pour le parc éolien de CLAVES à ROUSSAS exploité par la Centrale Eolienne de Production d'Énergie (CEPE) des CLAVES SAS ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 7 décembre 2021 portant sur une demande de renouvellement d'un parc éolien situé sur la commune de Roussas et exploité par la Centrale Eolienne de Production d'Énergie (CEPE) des CLAVES SAS ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 21 septembre 2023 portant sur une demande de renouvellement d'un parc éolien situé sur la commune de Roussas et exploité par la Centrale Eolienne de Production d'Énergie (CEPE) des CLAVES SAS ;
- VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 11 février 2025 ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 7 avril 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 8 avril 2025 ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet d'arrêté formulé par courriel du 18 avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 7 décembre 2021 sus-visé est complété par la mention suivante :

La hauteur totale en bout de pale est une « hauteur maximale ».

### **Article 2 :**

L'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015350-0010 du 15 décembre 2015 sus-visé est remplacé par :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté doivent être constituées par l'exploitant. Elles sont définies par l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le montant initial à actualiser de ces garanties en application de l'article R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement, est établi et actualisé à partir de la formule suivante :

$$M_n = M \times \frac{Index_n}{Index_0} \times \frac{1+TVA}{1+TVA_0}$$

où

M<sub>n</sub> est le montant exigible à l'année n ;

M est le montant initial de la garantie financière de l'installation : M = Σ(Cu) ;

Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R. 515-36 du code de l'environnement.

Cu = 75 000 + 25 000 \* (P - 2) € par aérogénérateur où P est la puissance unitaire de l'aérogénérateur et supérieure à 2 MW. Si P est inférieure ou égale à 2 MW alors Cu = 75 000 € ;

Index<sub>n</sub> est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation de la garantie ;

Index<sub>0</sub> est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 converti avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014 ;

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie ;

TVA<sub>0</sub> est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60% en France métropolitaine en 2021 ;

La mise en service du parc éolien est subordonnée à la première constitution des garanties financières dont le montant initial devra être calculé par application de la formule ci-dessus.

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée plus haut.

Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de LYON :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La Cour Administrative d'Appel peut être saisie d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès de la Cour Administrative d'Appel de LYON .

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 4 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de ROUSSAS pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de ROUSSAS fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, le maire de ROUSSAS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **24 AVR. 2025**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Cyril MOREAU